

# SÉNÉGAL : ANALYSE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET PERSPECTIVES AVEC L'AGENDA SÉNÉGAL 2050

Mardi 27 mai 2025 au bureau de la Fondation Konrad Adenauer Sénégal

## INTRODUCTION

Le mardi 27 Mai 2025, le think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest WATHI a organisé une table ronde en collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer autour du thème : « Sénégal : analyse de la situation économique et perspectives avec l'agenda Sénégal 2050 ». Cette rencontre s'inscrit dans un contexte national marqué par l'alternance politique récente et les premières mesures économiques de la présidence Diomaye Faye, un peu plus d'un an après son investiture.

Moins de deux mois après l'élection du Président Bassirou Diomaye Faye, les orientations économiques de son gouvernement suscitent un vif intérêt, tant sur le plan national qu'international. Dès son investiture, le chef de l'État a engagé un audit des finances publiques, dont les résultats ont révélé un déficit budgétaire préoccupant, estimé à 11,7 % du PIB, et une dette de l'administration centrale atteignant 105,7 % du PIB à fin 2024. Ces chiffres ont ouvert la voie à de nombreuses interrogations sur l'état réel de l'économie sénégalaise.

Face à ces constats alarmants, le gouvernement a lancé en octobre 2024 le plan « Sénégal 2050 », un référentiel ambitieux visant à tripler le PIB par habitant et à réduire la pauvreté à 10 % de la population d'ici 25 ans. Ce nouveau référentiel stratégique Sénégal 2050 succède au Plan Sénégal émergent (PSE) et incarne cette volonté de rupture. Structuré autour de quatre piliers – compétitivité économique, durabilité environnementale, capital humain et gouvernance –, il ambitionne de tripler le PIB par habitant (le portant à 4 500 dollars) et de maintenir une croissance annuelle moyenne de 6 à 7 %. La déconcentration économique, notamment via le développement de filières régionales comme le blé en Casamance, et la digitalisation des services publics constituent des axes stratégiques.

Cette table ronde avait pour objectif d'analyser la situation économique actuelle du Sénégal, marquée par un audit des finances publiques, des chiffres budgétaires préoccupants, et une volonté affichée du nouvel exécutif de rompre avec les paradigmes économiques précédents. Les échanges ont permis de faire le bilan sur les premières actions économiques du gouvernement, mais également de diagnostiquer les déséquilibres macroéconomiques, les limites du modèle de développement présent.

Réunissant des expert-es de haut niveau – économistes, entrepreneurs et spécialistes de la gouvernance budgétaire – ainsi qu'un public composé d'acteurs de la société civile, de journalistes, de diplomates, de chercheurs et d'étudiants, cette table ronde a constitué un espace de débat pluraliste et prospectif. Elle a permis de mettre en lumière les défis à relever, les leviers potentiels de croissance et les pistes de réforme à explorer pour inscrire durablement le Sénégal sur la voie de la souveraineté économique, de la prospérité partagée et de la justice sociale, telles que prônées par le nouveau plan national de développement.

## LES PANÉLISTES INVITÉS

- **Thiaba Camara Sy**, Co-fondatrice et Présidente du comité d'administration de WIC Capital (le premier fonds d'impact dédié au soutien à l'entrepreneuriat féminin en Afrique de l'Ouest)
- **Ibrahima Aidara**, Économiste et directeur exécutif du Think tank Public Policy Institute for West Africa
- **Maleine Amadou Niang**, Directeur Sénégal de International Budget Partnership
- **Yaye Anta Mbengue Samba**, Entrepreneure et accompagnatrice des petites et moyennes entreprises dans l'élaboration de projets

**Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles ou en présentiel de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.**

## LES PRINCIPAUX CONSTATS

- Actuellement, les rapports sur la situation économique du Sénégal indiquent une situation difficile. La croissance est plus faible que lors du cycle précédent (2012-2017), le déficit budgétaire est important, couplé d'un endettement surprenant dépassant les 100% du PIB. Dans ce moment charnière, le nouveau gouvernement ambitionne d'amorcer une transition économique stratégique et affiche la volonté non seulement de maintenir la croissance économique, mais aussi qu'elle soit inclusive et durable. Les secteurs porteurs sont l'agriculture, qui demeure pourtant sous-exploitée, les énergies et l'économie numérique.
- Une des premières mesures du gouvernement Sonko a été d'organiser un audit des finances publiques et de mettre en place un nouveau modèle économique avec le Plan Sénégal 2050, comprenant :
  - > Une volonté de rupture et d'ancrage du pays dans une vision à long-terme.
  - > Une ambition d'indépendance et souveraineté vis-à-vis de l'étranger
  - > Une ouverture du pays pour l'intégration régionale et la coopération avec les pays africains et les institutions internationales.
  - > L'implication des femmes, sans pour autant prévoir une diversification des formations et les secteurs d'emploi pour celles-ci.
- Par rapport au Plan Sénégal émergent de l'ancien Président Macky Sall, le Plan 2050 se veut ancrer dans les territoires pour davantage mobiliser les ressources locales plutôt que les ressources étrangères.
- Malgré la volonté de développement affichée, on constate de nombreux paradoxes, par exemple, les recettes fiscales du pays subissent de nombreuses pertes en raison des exonérations et déductions fiscales. Le pays manque donc de performance dans la mobilisation des ressources. De même, le secteur informel, qui occupe une place prépondérante dans l'économie du pays est caractérisé par le niveau faible de ses relations avec l'administration. Les entrepreneurs, au niveau local, au niveau de la diaspora ou au niveau international, sont des individus pragmatiques au comportement économique rationnel : pour fonctionner, l'investissement doit être prévisible et inspirer confiance aux acteurs. De manière similaire, les individus veulent bien payer des impôts mais à condition que les bénéfices de la redistribution leur soient visibles. Ainsi, au-delà des questions de régimes politiques, le pays fait face à un problème de transparence structurelle.
- L'économie est un domaine qui fonctionne grâce à la confiance. Dans un contexte de défiance et de manque d'évaluation des politiques publiques, les différents secteurs peinent à se coordonner de manière efficace. Par ailleurs, les zones d'exceptions fiscales, qui ne font pas l'objet de suivis ou d'initiatives spéciales ne sont pas optimisées, alors qu'elles pourraient attirer davantage d'investissements.
- Pour analyser la situation économique du Sénégal, des indicateurs autres que le PIB sont pertinents, notamment l'Indice de Développement Humain, qui permet de mesurer les conditions de vie des habitants, leur accès à la santé, à l'éducation, à la dignité ainsi que le capital humain du pays. Or, en Afrique, le capital humain est faible. Seules 18 des 1000 meilleures universités du monde sont africaines, dont la plupart sont égyptiennes ou sud-africaines.
- Les problématiques que le Sénégal rencontre au niveau économique sont liées au modèle politique de démocratie représentative. Au Sénégal, les citoyens élisent leurs représentants, mais dans l'exercice du pouvoir, ceux-ci font face à un exécutif puissant. Ainsi, la situation économique est la conséquence de ce mode de gouvernance. Pour remédier à cette situation, la Commission Nationale de Réforme des Institutions a organisé des assises nationales permettant de mettre en valeur les demandes des citoyens. De nombreuses propositions ont émergées telles que la captation de la TVA par les régions qui, souvent, produisent de la valeur ajoutée mais n'en récoltent pas les bénéfices. On constate donc que les Sénégalais sont engagés mais que l'exécution ne suit pas. La diaspora sénégalaise est elle aussi engagée mais peine à investir par manque de visibilité sur les stratégies à long-terme du gouvernement. Cela constitue un problème structurel, particulièrement pour le domaine de l'industrie.

- En ce qui concerne les auto-entrepreneurs :

> La lenteur des procédures pour l'obtention de papiers ainsi que le manque de connaissance de la fiscalité ont pour conséquence que bon nombre d'entre eux ne déclarent pas leur activité au début et finissent par se retrouver en situation de redressement judiciaire.

> La prise de risque ne constitue pas une valeur populaire au Sénégal, les auto-entrepreneurs doivent donc lutter contre cette norme sociale, particulièrement au début de leur activité.

> L'entrepreneuriat féminin est encore freiné par les normes sociales. Par exemple, il arrive que la femme ait besoin de l'autorisation de son mari afin de pouvoir acquérir des terres.

## RECOMMANDATIONS

- Institutionnaliser la transparence et la bonne gouvernance. Cela implique d'institutionnaliser la publication des rapports afin que celle-ci ne dépende pas de volontés politiques. Il faut instaurer une gouvernance rigoureuse des politiques publiques, en insistant sur leur évaluation et leur suivi systématique. Assurer que la transparence soit garante d'une bonne gouvernance, et qu'elle ne soit pas simplement motivée par des considérations politiques. Améliorer la reddition des comptes et garantir la disponibilité des informations sur l'état des finances. Le système juridique et le cadre légal de la transparence ne sont pas inopérants, c'est dans l'application que réside le plus souvent le problème, c'est donc sur ce terrain que nous devons travailler.
- Réformer le système fiscal. Mener les assises nationales de la fiscalité avec une démarche et une participation inclusive, afin d'enrichir les débats et de lier les connaissances de terrain avec les recherches académiques. Institutionnaliser la solidarité qui existe déjà dans le système informel, mais qui est empêchée par le manque de confiance envers les institutions de redistribution. Pour contrer cela, assurer un impôt juste, avec une contribution selon les moyens des ménages ainsi que des mécanismes de redistribution équitables et transparents. Réinventer le consentement à l'impôt en assurant une économie de la confiance. Numériser les déclarations fiscales, notamment la TVA, pour améliorer la collecte.
- Améliorer la gestion des ressources. Il est crucial de combler le manque de performance de la collecte des ressources. De plus, il est nécessaire de rationaliser les dépenses en évitant la duplication des structures étatiques qui font le même travail, et de réduire les dépenses de fonctionnement afin d'augmenter les investissements. Permettre aux collectivités locales de capter la TVA générée sur leur territoire, car le Trésor national ne la redistribue pas toujours de manière égalitaire.
- Renforcer l'institution parlementaire dans l'évaluation des politiques publiques. Instaurer un suivi permanent de l'utilisation des ressources par le parlement, en exigeant que le gouvernement transmette un rapport d'exécution du budget chaque trois mois. Renforcer la démocratie parlementaire face à des gouvernements forts et spécialisés en mettant les acteurs de la démocratie financière au cœur de la discussion. Renforcer l'Assemblée nationale, instrument principal de la démocratie financière, en insistant sur la nécessité d'avoir des assistants parlementaires formés sur les sujets économiques et possédant une expertise sur le budget. Lui accorder la compétence de suivi au budget de l'État et la compétence générale de pouvoir mener des commissions d'enquêtes et de recourir à des experts. Il faut corriger le déséquilibre important entre l'exécutif et le législatif en travaillant spécifiquement avec les élus et les parlementaires, établir des ponts avec la société civile.
- Investir dans le capital humain, l'éducation et la formation. Renforcer le capital humain, la recherche scientifique et la production de savoir, car le niveau actuel est très faible. Investir dans l'éducation et la formation professionnelle et valoriser les connaissances. Sans capital humain, l'économie ne pourra jamais complètement se développer et restera dépendante d'autres puissances étrangères.
- Soutenir les entrepreneurs et le secteur privé. Assurer un accompagnement structurel et un suivi après la formation des entrepreneurs. Créer des incubateurs, des structures d'accompagnement de projets de création d'entreprise, au sein des structures de formation pour aider les entrepreneurs et leur permettre d'accéder à du mentorat ou à certains soutiens financiers. Faciliter les appels à financements auprès d'investisseurs privés et d'ONG, qui ont souvent des outils de suivis et d'accompagnement plus importants, afin de compléter les financements de l'État. Faciliter l'accès aux financements. Rendre les démarches pour les entrepreneurs plus agiles pour réduire les pertes de temps et d'argent, qui favorise actuellement l'activité non déclarée. Fournir les bonnes informations concernant la législation et l'aspect juridique. Mettre en place des mesures d'accompagnement pour les femmes entrepreneurs afin de leur permettre de se former sur d'autres secteurs que ceux qui leur sont traditionnellement attribués (alimentation, santé, éducation) et diversifier leurs activités. Encourager le secteur privé à s'approprier le plan 2050 et à être proactif.

- Appuyer la souveraineté économique. Maîtriser les secteurs stratégiques et industrialisés. Suivant le plan Sénégal 2050, mettre en place une décentralisation économique et une territorialisation basée sur les potentialités des zones, incluant l'installation progressive de comités territoriaux pour l'opérationnalisation. Pour les investisseurs, clarifier les positions, faire preuve de pédagogie, de transparence et de prédictibilité, tout en reconnaissant qu'il n'y a jamais de risque zéro. Engager la discussion avec le FMI ou la Banque Mondiale sur des bases solides une fois la situation économique clarifiée. Considérer la souveraineté monétaire comme un instrument de souveraineté totale, nécessitant la capacité d'activer des leviers de politiques monétaires. Assurer que l'investissement ait des revenus prévisibles et un lien clair avec l'investissement lui-même pour inspirer confiance, notamment aux investisseurs locaux ou de la diaspora. Prévoir un indicateur économique africain, adapté aux sociétés africaines, comme le fait la Chine, produit par l'UEMOA.
- Favoriser l'inclusivité et le dialogue. Prêter attention à la participation de tous les acteurs, notamment les jeunes qui ne sont pas inclus dans les discussions, et les femmes, actrices de l'économie, notamment informelle pourtant peu considérée. Quantifier le développement des pays selon l'indice de développement humain plutôt que le produit intérieur brut, afin d'avoir une idée réelle des conditions de vie des habitants. Structurer des chaînes de valeur territorialisées pour permettre aux régions de capter les fruits de leurs économies, favorisant ainsi une industrialisation ancrée et inclusive. Institutionnaliser une budgétisation sensible au genre et une politique d'investissement à l'impact, car les femmes investissent plus dans la santé et l'éducation. Améliorer le jeu collectif, le dialogue entre le secteur privé, public et la société civile. Abattre les silos dans lesquels les acteurs travaillent actuellement et travailler ensemble. Mettre en place des instances d'échanges entre les secteurs de la recherche, de la formation, des entreprises et les autorités politiques, cela permettrait de co-crée des plans pour adresser les problèmes structurels.
- Améliorer le système politique. Les partis politiques sont souvent blâmés pour les problèmes politiques du pays, mais leur fonctionnement n'est que la conséquence d'un problème plus global. Il faut réinvestir les citoyens dans la vie publique et politique du Sénégal, notamment par l'amélioration de la formation civique et la formation à la citoyenneté.

## CITATIONS DES INVITÉS

« L'année dernière, on a bien vu une montée en puissance de jeunes qui s'impliquent, qui veulent entreprendre. Cela s'est accentué avec la volonté du Premier ministre et du Président de la République, à leur prise de fonction, de mettre l'accent sur l'entrepreneuriat. Aujourd'hui, c'est ce que veulent les jeunes : entreprendre. Seulement, ce qui manque, c'est un accompagnement structurant. » **Yaye Anta Mbengue Samba**, entrepreneure et accompagnatrice des petites et moyennes entreprises dans l'élaboration de projets.

« Ce que je recommande, c'est justement de penser un accompagnement structuré, un accompagnement qui aille jusqu'au bout, jusqu'à l'autonomisation réelle des jeunes entrepreneurs. » **Yaye Anta Mbengue Samba**, entrepreneure et accompagnatrice des petites et moyennes entreprises dans l'élaboration de projets.

« Nous avons une volonté réelle de développement, mais il existe un paradoxe en ce qui concerne la mobilisation des recettes fiscales. Il y a au moins quatre sources de pertes fiscales, qui constituent autant de manques à gagner pour soutenir l'investissement privé, les entrepreneurs, les jeunes et les femmes. » **Maleine Amadou Niang**, directeur Sénégal de International Budget Partnership

« Ce qu'il faut désormais, c'est mettre en œuvre les recommandations déjà établies, qui ne sont pas tant liées au rendement fiscal, mais plutôt à un manque de visibilité sur les dépenses fiscales du pays. » **Maleine Amadou Niang**, directeur Sénégal de International Budget Partnership

« Nous faisons face à un double paradoxe : la perte de ressources et le manque de performance dans la collecte. Cette perte doit être compensée par un retour à la justice publique et à une gestion saine de l'argent public. » **Maleine Amadou Niang**, Directeur Sénégal de International Budget Partnership

« Il y a une grande diversité dans les régions du pays et dans les perspectives. Cela ne se manifeste pas de manière égalitaire. Dans ce contexte, les régions sont parfois stimulées pour créer de la diversité, car il existe des processus favorisant cette diversité. » **Thiaba Camara Sy**, Co-fondatrice et Présidente du comité d'administration de WIC Capital (le premier fonds d'impact dédié au soutien à l'entrepreneuriat féminin en Afrique de l'Ouest)

« Le développement c'est véritablement une question de volonté politique et d'intention. Ce que je trouve dommage, c'est que nous ne sommes pas encore suffisamment dans ce moment de rupture. » Thiaba Camara Sy, Co-fondatrice et Présidente du comité d'administration de WIC Capital (le premier fonds d'impact dédié au soutien à l'entrepreneuriat féminin en Afrique de l'Ouest)

« Je pense qu'il faudra s'entraider globalement pour améliorer notre jeu collectif. Et quand je parle de jeu collectif, je fais référence au dialogue entre les secteurs privés et publics, et à la manière dont nous sortons des silos dans lesquels nous fonctionnons actuellement. Individuellement, nous avons des cerveaux, mais nous avons aussi les compétences techniques au Sénégal. Je pense qu'il faudra qu'on s'aide mutuellement. » Thiaba Camara Sy, Co-fondatrice et Présidente du comité d'administration de WIC Capital (le premier fonds d'impact dédié au soutien à l'entrepreneuriat féminin en Afrique de l'Ouest)

« En regardant le plan 2050, même s'il est encore tôt pour l'évaluer car présenté en octobre 2024, on note une différence dans sa forme : il est porté par une expertise nationale. Ce sont les agences et direction des ministères de l'Économie et des Finances, accompagnées de cabinets nationaux, qui ont travaillé à l'élaboration du plan. » Ibrahima Aidara, Économiste et Directeur exécutif du Think tank Public Policy Institute for West Africa

« Il y a une vraie différence dans la logique de souveraineté et dans l'impact attendu, car c'est un plan que nous avons conçu et il sera réalisable si on nous en donne les moyens. » Ibrahima Aidara, Économiste et Directeur exécutif du Think tank Public Policy Institute for West Africa

## PHOTOS





Le site internet principal de WATHI

[www.wathi.org](http://www.wathi.org)



[facebook.com/wathi.org/](https://facebook.com/wathi.org/)



[@WATHI\\_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi\\_think\\_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

